L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 2 AOUT.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		$200,275 46
Primes d'incendie	$100,095 00	
Primes de mer	57,429 31	
Primes de rivières	14,753 15	
		200,275 46
Moins primes remboursées	4,937 87	
Montant en réserve pour risques non expirés	50,630 42	55,168 29
Montant net des primes		205,707 17
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	36,686 15	
Pertes par mer	30,092 46	
Pertes sur rivières	4,737 96	
	76,066 50	
Ré-assurances	11,264 54	
Dépenses, intérêt	23,262 67	
Taxes et souscriptions	10,295 67	
Droit de rép d'escompte	28,490 45	
Réservé pour pertes non réglées	19,800 00	170,686 22
Bénéfice net		35,025 90

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Billets pour actions	210,000 00	
Effets	3,346 00	
A. par comptes individuels	29,696 77	
Prêts sur garanties, sur demande	84,275 00	
Prêts sur hypothèque	21,900 00	
Garanties de la ville	5,000 00	
Garanties des Etats-Unis	12,167 41	
En caisse	44,161 00	209,056 37

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé :) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1867.

(Signé :) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Helmer,	C. T. Forster,
F. A. Lelling,	H. Zuberbier,
Theo. Schorr,	O. H. Karstendiek
Geo. Mers,	Louis Schwarz,
Chas. Bendix,	G. L. L. Mayer,
L. F. Berje,	H. Bisco,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Kewig,	J. A. Stadler,
Chas. Loeffler,	X. Weissenbach,
Julius Heerner,	A. Marks,
F. Froh,	J. J. Wecherling,
F. M. Ziegler,	J. F. Krantz.

12 avril—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$548,533 42
Savoir :		
Primes d'incendie	$356,272 57	
Primes de mer	137,168 70	
Primes de rivières	100,087 15	
		$548,533 42
En moins :		
Primes remboursées	$ 5,650 75	
Primes non expirées	40,145 00	
		$ 46,004 75
Montant net des primes		$502,518 67
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	$ 83,267 36	
Pertes sur mer	164,872 72	
Pertes sur les rivières	94,322 06	
	$342,462 14	
Escompte au lieu de scrip	54,348 55	
Taxes et Revenu intérieur	34,741 38	
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte	32,310 88	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au ler mars 1868	27,777 80	
		$491,210 76
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité des Finances de la Compagnie, adopté à l'unanimité par le Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $650,000, savoir :

Placé en propriétés foncières	$ 46,896 11
Hypothèques sur propriétés foncières	79,019 30
Placé en bons de la ville et autres bons	82,720 00
Placé en actions de banques et autres actions	125,565 00
Placé en scrip de Compagnie d'assurance	135,392 00
Prêté sur gages	16,200 00
Effets à recevoir	43,266 86
Primes en voie de perception	97,362 71
En caisse	111,513 00
	$727,080 00

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé par devant moi, ce 23 mars 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
E. Bragier,	Thomas Byrne,
Chas Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mounsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Pretlebe,	John S. Wallis,
George W. Dunbar,	George Foster,
F. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. B. Pothier,
Arnold Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	E. Piaggio,
F. Marquese,	James Gallier,
Chas. Weishaar,	Rodolph Sieg.
H. Given.	

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sud.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sud, Nlle-Orléans, 20 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sud, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir :		
Sur les risques d'incendie	$168,477 46	
Sur les risques de mer	85,929 94	
Sur les risques de rivières	85,402 34	
	$317,801 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866	66,835 00	
		$384,639 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	$ 60,415 00	
Primes remboursées pour 1867	2,598 04	
		$ 63,014 04
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$321,675 67
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,661 12	
Sur les risques de mer	39,641 76	
Sur les risques de rivières	35,622 94	
	$108,715 82	
Plus, réassurances	$ 3, 75	
Escompte de primes	48,49 67	
	50,074 62	
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc, escompte et intérêt en moins	71,610 00	
Réservé pour paiement d'intérêt sur scrips dus en 1868 y compris les balances	55,213 10	
		$284,513 53
Bénéfice net		$ 37,161 82

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80 c.	$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c.	86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest, évalués à 70 c.	71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c.	17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c.	2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c.	3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c.	4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc	166,455 00
Prêts sur garantie	25,000 00
Prêts sur hypothèque	63,000 00
Effets à recevoir	11,396 33
Primes dues et en voie de la perception	47,183 02
Scrips d'autres Compagnies d'assurances	12,480 00
Monnaie n'ayant pas cours	4,000 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés	13,800 00
En caisse	94,974 41
	$767,763 81

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé par devant moi, ce 22 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS.

Jno. G. Gaines,	B. J. Hart
Henry Renshaw,	Jno. C. Richs,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Biscoe,	J. S. Bres,
J. C. Borelli,	Thos. Sloo,
Theo. A. James	26 janv—1a

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868		
Primes d'incendie	$52,826 44	
Primes de rivières	79,829 20	
Primes de mer	29,808 00	
		$161,862 75
Pertes payées :		
Pertes par incendie	$13,659 39	
Pertes sur les rivières	84,244 85	
Pertes sur mer	24,273 70	
	$122,277 42	
Escomptes sur primes	30,899 97	
Taxes	4,790 61	
Réassurances	8,082 25	
Primes remboursées	419 00	
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins	29,630 66	$197,189 31
		$ 35,536 56
Actif en caisse	$22,904 11	
Effets à recevoir	8,063 93	
Meubles	3,673 95	
Primes dues	24,066 00	
Billets pour actions	354,225 00	
		$392,973 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. B. BUCKNER, président.
SWEET, secrétaire,

Assermenté et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868.
PARIS CHILDRESS,
Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867 :		
Sur les risques d'incendie	$319,916 16	
Sur les risques de mer	68,480 44	
Sur les risques des rivières	22,789 81	
Total des primes		$411,286 41
En moins Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,862 00	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,977 41
Montant net des primes		$291,338 00
Pertes Sur les risques d'incendie	$88,760 62	
Sur les risques de mer	61,888 16	
Sur les risques des rivières	19,038 44	
	$169,486 22	
Taxes	11,866 36	
Ré-assurances	5,274 81	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	14,160 05	
Intérêts sur scrips	25,338 00	
		$194,976 24
Bénéfices		$97,440 16
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Effets à recevoir pour mortgage		
Billets garantis et billets hypothécaires	84,794 81	
Dû pour primes en voie de perception	212,207 00	
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	80,338 1	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances	183,343 44	
En caisse	39,126 00	
	32,777 00	
	651,638 94	
Moins : Dépréciation des susdits	22,000 00	
Montant net		$600,
Moins : Intérêts de scrips, non réclamés	7,099 76	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	25,200 00	772 86 / 34,297 76
		$595,564 60

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.
1 janv—1m—tli—1 and

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane,
Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la susdite ville et la susdite paroisse y demeurant, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, se sont présentées les personnes dont les noms et capacités sont ci-après indiqués, lesquelles personnes ont déclaré qu'eux ou ceux qu'ils représentent sont actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat et située dans cette ville et cette paroisse — pour le nombre d'actions de cinquante piastres chacune, de ladite banque, figurant en regard de leurs signatures respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte ou acte d'incorporation de ladite banque, au rapport de Wm. Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1853, la direction de ladite banque propose une modification, ou changement ou amendement aux articles de société, en adoptant, à l'unanimité, à une réunion qui a eu lieu le troisième jour de février mil huit cent soixante-six, une résolution dont copie est ci-annexée et qui est conçue comme suit : "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté et que l'état des affaires de l'institution soit publié dans le Times, le Crescent et l'Abeille ; que les actionnaires soient requis de se présenter au local de la banque, le samedi, septième jour de mars prochain, de 10 heures du matin 2 heures de l'après-midi, pour voter sur la question de savoir s'il conviendrait de réduire de nouveau le capital de la banque, actuellement d'un million de piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) de valeur réelle."

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis qu'exige la loi ; qu'à la dite assemblée générale eux, les dits apparents, représentant et possédant treize mille quatre cent vingt-deux actions (plus des deux tiers du total qui est de vingt mille actions) de la dite banque, votèrent et approuvèrent la dite résolution, consentirent à la réduction au capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans à six cent mille piastres autorisèrent la Direction à prendre et [illegible] recommandable conformément à la loi et pour substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres.

En conséquence, les dits apparents, pour eux-mêmes, au nom de ceux qu'ils représentent et pour ceux qui sont ou pourraient plus tard devenir leurs associés, consentent, par les présentes, à ce que le capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans soit réduit à six cent mille piastres (ainsi qu'il est dit ci-dessus), représentées par vingt mille actions de trente piastres chacune. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres. Les articles de Société sont, par les présentes, modifiés, changés et amendés conformément à ce qui précède.

Et les dits apparents, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, deviennent actionnaires de la dite banque en conservant pour le nombre d'actions (de trente piastres) inscrit en regard de leurs noms respectifs.

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot jr, et Edouard Pitot, témoins requis, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions.		Actions.
F Schuler	166	F E Bernard	100
Delvaille & Joubert	295	U Marinoni	85
A DeBon	15	Warren, Crawford & Co.	20
C Chavanne	50	G F Porter	10
J V Allain	349	E G Porter	17
Chas. De Ruyter	200	J M Finnigan	82
H C Millaudon	150	E F Jewell	15
H C Millaudon, agent	350	F Camors	45
Edgar Pitot	20	P Geipl	25
R S Mansion	700	P Geipl & Co	38
E B Morton	100	D Lanata	700
E Benezet	155	C Cavaroc	40
L Senat	80	T S Dugan	200
A Fouque	85	E Forstier	100
Francis J Ruty	142	J C Denis	25
E Dorsey	14	S Cambon	100
S Pablo	200	Maury & Co	10
F P Lavillebeuvre	25	A Miltenberger & Co	35
Thos. Langridge	100	L D C Wood	55
Ant. Lanata	496	Wood & Low	50
Home Mutual Ins. Co	304	J L Soury	50
F E O'Brien	100	A B James	25
Hurrell, Gayle & Co	450	Alfred Kearney	25
R M Hurrell	10	Vose Brush	50
J W Burbridge	50	W C Black	25
Mrs. W W Burbridge	130	W A Violett	25
Thos. Jenny & Co	330	W A Violett & Co	100
C H Hyams	70	J Lober	39
C R Poitier	50	J U Payne	220
Forstall & de Lassus	275	C Raquié	25
C Cavarec	116	Amédée Ley	434
Irma Cavaroc	250	W N Mercer	136
C Cavaroc, jr	4	S Schmidt	50
J Bougeros	18	P Crabites	20
L Guyol	50	Mrs. Barlett	30
Paig Bros	200	Mrs. A Bourdette	25
E Cramer	181	Mrs. Paul Juge, fils	133
F Dugat	100	Jno. Bahn	12
W G Robinson	10	Wm Bogel	50
John Pemberton	190	Chs. Ledig	40
Louisiana M. Ins. Co	290	Simon & Loeb	125
Roynes & Doise	160	Castillo & Herlope	12
Geo Urquhart	195	J J Hart & Co	25
Ralli & Co	13	Aiken & Bainey	10
Nouvelle & Agelasto	10	T B Spencer	10
Potasel & Co	125	Chs. Dunlas	8
J J Michel & Co	113	E Giquel	45
Cie d'Assur. Mut. du Crescent	512	Giquel & Jamison	40

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr, Notaire public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau. Livre S No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr.
Député du préposé à l'enregistrement.
Nlle-Orléans, 18 mars 1868.
25 mars—1f par sem—4 sem

BERTRAND SALOY vs. BENJAMIN MOUCHON.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,329—En vertu d'un writ de vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, quinze août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le numéro deux (2), d'après un plan dressé par C. A. de Armas, arpenteur, le 9 de février 1856, et déposé en l'étude d'Ant. Dorlocourt, notaire public en cette ville.

Le dit terrain se trouve dans l'îlet borné par les rues Thalie Bacchus, Erato et Apollo, et mesure, mesure américaine, vingt-neuf pieds onze pouces trois lignes de face à la rue Thalie sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la succession de la veuve Jean Mouchon, suivant acte au rapport du dit notaire Ant. Dorlocourt, en date du 5 avril 1868.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL.
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 juillet—21,30—aout 7,15,22

Important to Travelers.

FARE REDUCED.

ON AND AFTER APRIL 10TH,

FARE via NEW ORLEANS, JACKSON AND GREAT NORTHERN RAILROAD,

—AND—

MISSISSIPPI CENTRAL RAILROAD,

To the following points will be :

New York	$55 00
Philadelphia	52 00
Baltimore	48 50
Washington	47 50

For information and particulars apply at Ticket Office, corner Camp and Common, under City Hotel, and Depot, Calliope street.

T. S. WILLIAMS,
General Superintendent N. O. J. and G. N. R. R.
E. D. FROST,
Gen' Sup't Miss Central Railroad.

ap12 2w

Statement of the Merchants' Bank

On the Morning of February 2d, 1868, previous to Resumption of Active Business.

LIABILITIES.

Capital Stock, 8472 shares at $30		$254,160 00
Individual Depositors	$8,436 33	
Due Distant Banks and Bankers	137 40	
Unpaid Dividend	5,635 00	
Outstanding Check on New York	38 70	
		$14,251 03
Circulation		19,015 00
Total liabilities		$33,266 03

ASSETS.	TOTAL AM'NT.	VALUE.
Cash on hand in Cur'nt Funds	$36,275 38	$35,275 38
Notes and Bills Discounted maturing	16,509 72	16,509 72
Notes and Bills Discounted protested	104,179 97	50,000 00
100 Bonds City of New Orleans in favor of Railroads	100,000 00	65,000 00
60 Jackson Railroad 1st Mortgage Construction Bonds	100,000 00	65,000 00
40 Shares Merchants' Bank Stock taken in settlement	1,200 00	301 00
Matured Coupons Jackson Railroad Bonds	280 00	216 00
Real Estate, Banking House (in litigation)	20,000 00	— —
Real Estate other than Banking House	42,000 00	42,000 00
Banking House, Fixtures and Furniture	2,500 00	2,500 00
Total Assets	$512,714 34	
Estimated Value of Assets This Day		$266,301 17

A full statement of PROTESTED PAPER, estimated in our Assets at $50,000, is OPEN FOR EXAMINATION.

mh1 2w

THOS. I. DIX, Cashier.

Succession de J. M. ALEXANDER—No 32,312.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans. — Attendu que Jules O. Guillard a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu J. M. Alexander, décédé intestat. Avis est par le présent donné à tous ceux qui cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à ladite pétition.

Par ordre de la Cour,
M. O. TRACY,
Greffier.
28 juillet—30, août 4

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante-huit, et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et assermenté, ont comparu les personnes dont les noms sont ci-dessous signés, lesquelles ont déclaré qu'en profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations de et dans cet Etat, elles ont convenu et se forment et de former ceux qu'elles représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être en outre par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes, fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé cinq pour cent sur chaque souscription, à la signature de ces articles ; le reste sera payé à l'époque et en les montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne soit pas fait plus souvent qu'il ne faut dans les trente jours. Si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer ses paiements ponctuellement à échéance, il pourra être ajouté à la somme due un intérêt de huit pour cent l'an, de l'échéance à parfait paiement ; et si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer soit un des versements dans les trente jours qui suivent l'époque fixée pour le paiement, les Directeurs se réserveront le droit de vendre, à l'enchère publique ou autrement, après dix jours d'avis de cette souscription l'action ou les actions sur lesquelles le montant est dû.

ARTICLE V.

La dite corporation assume, par les présentes, toutes les obligations de F. Mouney et Co. principaux, et Geo W. Hynson, D. S. Macarty, L. E. Lemarié et B. Saloy, contenues dans le contrat et l'achat de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Dumaine et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans, d'après l'acte passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Henry C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les cahiers de charge, dans l'espace de temps et de la manière indiquée dans les dits actes notariés ; de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer les opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qui se composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés : le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. Toutes les fois qu'une augmentation du capital sera dûment autorisée, il en sera donné avis, pendant soixante jours dans deux journaux publiés dans la Nouvelle-Orléans, et, dans l'intervalle, les actionnaires auront le droit de prendre des actions additionnelles en proportion du montant de leurs actions. Toutes les actions qui n'auront pas été prises à l'expiration de cet avis pourront être vendues par les Directeurs au profit de la société, mais ces actions ne devront pas être vendues au-dessous du pair.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devront posséder, en son nom, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants : George W. Hynson, D. S. Macarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mouney, George Clark et Félix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869, et tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu, au bureau de la corporation, et il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur lequel le vote est donné) suffira à être les Directeurs qui, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. Ce Président devra être élu par une majorité de toute la Direction, et c'est à lui que devront être remis toutes les assignations et autres documents légaux. Il sera du devoir du Président de présider toutes les réunions de la Direction ; en cas de son absence ou s'il était incapable de remplir ses devoirs, les Directeurs devront élire l'un d'eux-mêmes Président pro tem., et ce Président devra exercer tous les pouvoirs du Président. Toutes les élections devront avoir lieu au scrutin, sous la surveillance de deux inspecteurs nommés par les Directeurs une semaine au moins avant une élection quelconque.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, en vue des affaires, et pour agir sur un acte valide de corporation. Les Directeurs auront plein pouvoir d'acheter et de vendre, et de faire toutes autres choses qu'ils pourront juger nécessaires pour hypothéquer, notariser ou aliéner et à vendre les propriétés foncières, et autres propriétés de la Compagnie pourront avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer son remplaçant, pourvu que ce dernier soit, en son nom propre, au moins vingt cinq actionnaires de la compagnie ; pourvu, en outre, que le directeur ainsi remplaçant soit dit Directeur.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents qu'il pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront désigner à la ses officiers ou agents, l'un des membres de la Direction à leurs officiers, et ils ne pourront faire aucun règlement qui ne sera pas d'accord avec la Charte, et généralement les dits affaires ordinaires de la compagnie ; désigner par les intérêts de la Corporation, nommer des officiers et déterminer leurs pouvoirs et leurs devoirs comme les conditions qu'ils jugeront convenables. Ils pourront remplir toutes les vacances qui pourraient survenir dans la Direction. Ces vacances pourraient être déclarées pour cause de mort, démission, manque de posséder le nombre requis d'actions, faillite ou absence sans permission pendant plus de trois mois, successivement.

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions de règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et signés par l'actionnaire ou son avoué. Les Directeurs pourront forcer les dits Directeurs aussi et souvent que cela sera convenable, au moins pendant dix jours de plus, chaque fois. Si un comptable ou endetté de l'actionnaire envers la Direction ou à l'un de ses membres, il devra être porté avant de le faire par un suite de l'association et l'acheteur, pourvu que le consentement des Directeurs.

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société, mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être donné avis de cette élection immédiatement, ainsi qu'il est dit dans l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts, aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chacune de ses actions, pourvu qu'aucun actionnaire ou n'importe en son nom, sur plus de trois cents voix, pourra voter et nul ne pourra voter par procuration d'actions qui possèdent ces actions un mois au moins avant le jour du vote.

ARTICLE XIX.

Deux exécuteurs de la souscription est au nom de la maison de commerce dont le sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, chèques, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par une autorité quelconque soit par la loi ou vertu de laquelle la Société est formée, ou par l'adoption d'une résolution municipale quelconque de la Législature ou du Conseil de ville, mais le privilège ainsi accepté pourra être confirmé par un vote de l'actionnaire décidée par une majorité (en montant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après soixante jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devront pas à la société, la durée de leurs fonctions sera fixée et ils seront investis de tous les pouvoirs nécessaires. La période de la liquidation et de rémunération seront fixés de la manière que les actionnaires pourront décider dans la dite assemblée générale convoquée à cet effet.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à cet acte sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Félix Labatut,	Jacob Newhauser,
Arthur Déjan,	Henry Larquié,
Alfred Rousseau,	B. et A. Soulié,
Victor Fredet,	Henry Tete,
B. H. Schmidt,	Jas. Dosban,
J. Séguenin,	Pierre Abadie,
Chas. E. Schmidt,	C. de Lesseps,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mouney,	Jos. Hernandez,
H. St-Armand,	A. L. St-Cyr,
L. E. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
B. Saloy,	D. S. Macarty,
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé :

G. A. Kemper, Edward Ivy,
F. McC. Swain. Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY,
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lne, certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr.
Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.
Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.
4 fév—5.1m

HILAIRE ZENON vs CHAS. BEAUMONT alias Chas. De Brosse.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 21,656—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Geo. W. Avery, ci-devant shérif, et par lui à moi transféré, je procéderai le SAMEDI, quinze d'août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

—DEUX CERTAINS TERRAINS, situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Loi, de l'Espérance, de la Nouvelle-Orléans et du Nouveau St-Bernard, désignés par les numéros trois et quatre, dans l'îlet numéro vingt-deux, conformément au plan dressé par J. A. D'Hémécourt, voyer, daté du 29 d'octobre 1854.

Les dits terrains sont contigus et mesurent, chacun, trente-deux pieds de face à la rue de la Nouvelle-Orléans, sur cent pieds de profondeur, et appartiennent au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Geo. Urquhart, suivant acte au rapport de Theodore Guyol, notaire public en cette ville, en date du 26 décembre 1854.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes, &c.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL.
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
15 juillet—15,24,31—août 3,15

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

H. H. BRYAN, Junr., Admr., vs. H. B. PEGRAM et alias.

(ACTION EN PARTAGE.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 32,254—En vertu d'un jugement rendu le 30 de juin 1868 et signé le 6 de juillet de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI huit d'août 1868 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit :

1o Une certaine portion de terre située dans le 1er District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Erato, Thalie, Nayades et Prytanée, étant la moitié du côté du terrain désigné par le No Six, d'un terrain désigné par le No Sept d'après un plan déposé en l'étude de Hugh K. Gordon, ci-devant notaire public en cette ville.

Le dite portion de terre mesure trente pieds de face à la rue Erato sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure française.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram de William W. Pugh, suivant acte au rapport de T. O. Stark, notaire public en cette ville, en date du 11 mai 1860.

2o Deux certains terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne (ci-devant Bacchus), Carondelet (ci-devant Apollo), Première et Philippa, désignés par les numéros Neuf et Dix dans l'îlet numéro Cent Vingt-quatre d'après un plan dressé par L. Surgi, voyer, daté du 1er mars 1844 et déposé aux archives de Jules Mossy, autrefois notaire public en cette ville.

Les dits terrains mesurent, chacun, trente pieds de face à la rue Première, sur cent-vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles ; l'un des dits terrains formant l'angle des rues Première et Bacchus.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram, de William Bream, suivant acte au rapport de William Shannon, notaire public en cette ville, en date du 11 mars 1865.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif.
7 juillet—18,24—août 1,8

QU'IL soit connu que ce vingt-cinquième jour de mars de l'année mil huit cent soixante-huit, Pardevant moi, Manuel T. Ducros, notaire public, dans et pour la ville de la Nlle-Orléans, Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, susdits, dûment commissionné et assermenté—se sont présentées les parties soussignées, lesquelles ont déclaré que profitant des lois de l'Etat de la Louisiane relativement à l'organisation de corporations dans cet Etat, elles sont convenues et, par les présentes, s'engagent et s'associent, ainsi qu'ils représentent à former une corporation dans les buts, sous les stipulations et règles qui suivent :

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite corporation sont : Louisiana Equitable Life Insurance Company.

Le domicile en est, par les présentes, établi dans la ville de la Nlle-Orléans. La corporation commencera les opérations dès que les souscriptions s'élèveront à cent mille piastres. Elle existera pendant vingt-cinq ans à partir de la présente date ou aussi longtemps que le permettra une loi spéciale de la Législature. Elle aura le droit de faire des contrats et de poursuivre en justice ; elle pourra être poursuivie en justice ; elle pourra posséder, recevoir, acheter et aliéner des biens-meubles et immeubles, de faire et employer un sceau en commun ayant pour devise un Pélican nourrissant ses petits ; de nommer les directeurs et les officiers qu'elle jugera convenable pour ses intérêts exigeront ; d'établir des règlements pour la direction de ses affaires en qualité de corporation.

ARTICLE DEUXIEME.

Le but de la Compagnie est de faire toute espèce de contrats pour assurer la vie ; d'exécuter et émettre toute espèce de polices d'assurance pour assurer la vie humaine à des fins tout ce qui se rattache à ce genre d'assurance. La dite Compagnie pourra de faire réassurer contre toutes polices ou risques et, acheter à son profit, de temps en temps, des polices quelconques ou autres obligations émises ou qui pourront être pour les actes de cette corporation. Toutes les assignations, avis, ou autres procédures légales dans lesquelles la Compagnie pourrait être intéressée devront être remises au Président qui sera nommé de la manière indiquée plus bas.

ARTICLE TROISIEME.

Le capital de la dite Compagnie devra être de cinq cent mille piastres ($500,000) divisé en cinq mille actions de cent piastres ($100) qui devront être payées à l'époque et de la manière suivante :

Les souscripteurs à la dite Compagnie devront verser entre les mains du Président, dès l'organisation, la somme de dix piastres sur chaque action. Les autres quatre-vingt-dix piastres devront être payées, sur demande, au bureau de la Compagnie, après quinze jours d'avis. La dite demande ne pourra être faite qu'autant que les pertes de la Compagnie excéderaient le montant qu'il y aurait en caisse pour y faire face. Le capital de cinq cent mille piastres pourra, par un vote des deux tiers des actionnaires, être porté à une somme qui ne devra pas excéder cinq millions de piastres.

ARTICLE QUATRIEME.

Tous les pouvoirs de la corporation de la Compagnie devront être exercés par un Bureau des Directeurs de quinze Directeurs dont onze formeront un quorum.

Les actionnaires dont les noms suivent sont, par les présentes, constitués le premier Bureau de Directeurs et revêtus de tous les droits et pouvoirs qui sont spécifiés.

John Pemberton,	W. S. Pike,	Edward Rigney,
E. A. Tyler,	J. W. Stone,	W. B. Schmidt,
C. H. Slocomb,	A. Thompson,	Alexander Marks,
F. Del Beodio,	Philip Mayer,	C. E. Girardey,
George A. Fosdick, Mar'l J. Smith, Edouard Barnett.		

Les Directeurs, devront, à leur première réunion de chaque année, choisir l'un des leurs Président de la Compagnie. Ce Président devra, ex-officio, être membre de la Direction ; il devra présider toutes les réunions de la Direction, signer toutes les polices et signer toutes les affaires de la Compagnie sous la surveillance et le contrôle des Directeurs.

Afin que le terme de service de tous les Directeurs n'expire qu'à la fin de chaque année, les Directeurs, sur un tirage au sort, devront être partagés en trois classes ayant un nombre égal de Directeurs ; ils seront désignés par les noms de première classe, deuxième classe et troisième classe dont les termes expireront comme suit : celui de la première classe au bout d'un an, celui de la deuxième classe au bout de deux ans et celui de la troisième classe au bout de trois ans. Le troisième lundi d'avril de chaque année, il devra y avoir au Bureau de la Compagnie, dans la ville de la Nlle-Orléans, un scrutin qui désignera par les actionnaires, une élection de Directeurs en remplacement de ceux dont le terme sera expiré. Il devra être donné avis de la dite élection, au moins, dans deux des journaux publiés dans cette ville et il sera du devoir de la Direction dans tous ses cas, à une réunion spéciale de la direction, [illegible] remplir les vacances qui pourraient survenir dans la Direction ; mais ce sera la dite élection. Ils ne pourront déléguer leurs pouvoirs à leurs remplaçants. Si les Directeurs ne sont pas présents à l'élection, ils seront considérés comme démissionnaires et, dans le cas où l'un des Directeurs aurait cessé d'être remplacé que les autres Directeurs remplissent provisoirement la vacance. Rien de ce qui est contenu au présent acte ne doit être interprété comme rendant aucun Directeur incapable d'être réélu aux dites fonctions de Directeur.

Ceux qui recevront une pluralité des voix données seront considérés comme dûment élus, et prendront leurs sièges le premier lundi de mai suivant l'élection, et rempliront leurs fonctions jusqu'à ce que d'autres soient élus à leur place. Au cas où l'élection n'aurait pas lieu au jour fixé, le Président fixera une élection à dix jours après, et en donnera avis par des annonces dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et il prendra la même mesure, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'élection ait eu lieu.

Tout actionnaire aura le droit, en personne ou par procuration, à un vote par chaque action qu'il ou qu'elle possèdera, pourvu qu'aucune corporation n'ait droit à plus de cinquante voix, et ne puisse voter en vertu d'aucune action à elle ou à eux transférée dans les quatre-vingt-dix jours précédent la dite élection.

ARTICLE CINQUIEME.

Nul ne pourra être directeur de la dite Compagnie, si, à l'époque de son élection et pendant la durée de ses fonctions, il ne possède pas en son nom ou en celui de la maison de commerce à laquelle il pourra appartenir, dix actions du stock actuel de la dite Compagnie, et s'il n'est possesseur d'une assurance soit sur la vie soit sur celle d'une autre personne à son profit, assurance s'élevant au moins à cinq mille piastres.

ARTICLE SIXIEME.

Le Bureau de Directeurs fixera le montant des appointements de tous les officiers, commis et employés de la Compagnie ; à certaines époques, il investira les profits et les gains de la Compagnie comme il est dit plus loin ; il fera et adoptera des règlements, des statuts pour la meilleure administration de la Compagnie et la conduite de ses affaires ; il pourra les modifier à son gré, pourvu que ces règlements ne soient pas en conflit avec les lois de l'Etat ni contraires au but de ces actes. Il aura pleins autorités pour faire tous les actes, nommer tout officier, pour des raisons du ressort de la Compagnie au de ses intérêts et leurs dispositions de ses pouvoirs à des intérêts. Il aura aussi le pouvoir de remplir toutes les vacances qui pourront survenir au sein de la Direction ou dans la Présidence.

ARTICLE SEPTIEME.

Le Bureau de Directeurs aura le droit, à telles époques qu'il jugera convenables, de placer les fonds et le capital de la Compagnie en bons et hypothèques sur propriétés immobilières non grevées, avec ou sans intérêts, dans cette ville, lesquelles devront toujours être d'une valeur au moins double du montant du prêt auquel elles serviront de garantie. Le Bureau pourra aussi convertir les sommes de la Compagnie en bons ou actions quelconques créés en vertu des lois des Etats-Unis, ou de cet Etat, ou de cette ville, ou de corporations de cet Etat, et pourra prêter ou donner en nantissement des dites garanties, actions ou bons. Il aura le droit de prendre les membres de la Direction et 3 ou 4 officiers de la Compagnie qu'ils jugeront convenables pour les affaires ordinaires de la compagnie ; désigner par les intérêts de la Compagnie, et qu'ils jugeront convenables pour garantir les comptes qu'ils auraient à faire et dispenser au dit bon ; de prendre la Compagnie au prêt, payer de la dite Compagnie, et de toute propriété mobilière ou immobilière qu'il aura pu être jugé à la dite Compagnie, dans la ligne de ses opérations, ou qui aura été fait comme contenu au présent acte ne sera interprété de manière à autoriser la dite Compagnie à livrer à des opérations commerciales ou à de spéculation quelconque, ou qu'à des opérations de commission, de courtage d'agio-tage, de change ou de banque quelles qu'elles soient. Il pourra aussi être accordé que la Compagnie aura le droit d'acheter un immeuble où une bâtisse, dans le but d'y établir des bureaux.

ARTICLE HUITIEME.

Aucune action ne sera considérée comme transférée, à moins que le transfert n'ait été passé aux livres de la Compagnie ou à la ville de la Nlle-Orléans, et aucun transfert n'aura lieu qu'autant que l'actionnaire se sera préalablement acquitté de toutes obligations dues à la Compagnie. Mais l'actionnaire devra, à tout évènement, faire transférer ses actions, pourvu toutefois que l'acheteur de la faire en remplisse à lui les obligations de celui de la Compagnie que les directeurs soient d'une manière proportionnelle que du Président ou du Directeur de cette Compagnie.

Et il est du Bureau de Directeurs aura toujours le droit d'exiger des actionnaires des bons en garanties additionnelles, toutes les fois qu'il le jugera convenable la sûreté de la Compagnie. Les actions ne seront de la dite Compagnie, ou une valeur de quatre cent [illegible] [illegible].

Aucun actionnaire ne seront pas tenus responsables des pertes ou dommages éprouvés par la dite Compagnie au-delà du montant des actions possédées par chacun d'eux respectivement.

ARTICLE NEUVIEME.

Au mois d'avril de chaque année, le Président et le Directeur de la Compagnie feront faire, en vertu de l'approbation de leurs qualifications, un compte-rendu de toutes les affaires de la Compagnie qui contient l'état de l'actif et du passif et de la situation de la Compagnie, le montant des primes qui ont été réalisés dans les livres de la Compagnie, sujet à l'examen de tout actionnaire, et dans le cas où un profit serait réalisé, il serait déclaré et distribué aux actionnaires, ou placé dans un fonds de réserve, au gré de la Direction...

[illegible]

ARTICLE DIXIEME.

Aucune police d'Assurance émise par cette Compagnie, au profit de l'assuré, ne sera transférable, à moins que l'assuré, une femme, des enfants, du père, de la mère, ou de tout individu quelconque, ne pourra être considérée comme réputée d'aucune dette, de mère, ou des personnes au nom desquelles il pourrait [illegible].

ARTICLE ONZIEME.

A l'époque de la dissolution de la Charte de la Compagnie, ou auparavant, s'il en est ainsi ordonné par le vote des actionnaires, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, la liquidation des affaires de la Compagnie sera faite par trois commissaires nommés par le Bureau de Directeurs ; les dits commissaires devront rester en fonction jusqu'à la liquidation finale des affaires de la Compagnie.

ARTICLE DOUZIEME.

Cet acte d'incorporation peut être modifié, altéré ou amendé, ou la dite Compagnie peut être déclarée dissoute à une assemblée générale des actionnaires tenue à cet effet après trente jours d'avis en anglais et en français, publié dans deux journaux de cette ville, le dit avis devant mentionner les objets de l'assemblée, pourvu que par le vote des trois quarts des actionnaires ou leurs représentants, les dites modifications, altérations, ou les dits amendements ou la dite dissolution seront enregistrés et publiés conformément aux lois existantes.

Total du stock souscrit 2047 actions à cent piastres chacune, s'élevant à $204,700.

Ainsi fait et passé en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce jour, mois et an ci-dessus inscrit plus haut, et en présence de MM. William B. Barnett et Adolphe E. Lesse, témoins compétents, qui ont signé leurs noms avec les dites parties et moi notaire.

Original signé : JOHN PEMBERTON, W. S. PIKE, EDWARD BARNETT et autres ; A. E. LESSE, W. B. BARNETT.

M. T. DUCROS, notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'acte original déposé en mon étude.

Nouvelle-Orléans, 25 mars 1868.
M. T. DUCROS, notaire public,
18, rue Royale, 18
ril—10f

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39 ....Carondelet Street............39

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$412,636 43.

ASSETS

30th April, 1867 .... $546,815 91

The Company continues to issue Policies against loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Bell,
W. Burbridge,	Robert Phelps,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l H. Moore,
Hugh McColl,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. M. Scott,
I. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
S. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jas. B. Blair,	M. H. Ware,
	Sam'l Friedlander.

Commercial Insurance Company.

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement :

Amount of Premiums for the year ending March 31, 1868 :		
Fire Premiums	$ 52,826 44	
River Premiums	79,629 20	
Marine Premiums	29,808 11	—$161,862 75
Losses Paid :		
Fire Losses	$ 13,659 39	
River Losses	84,244 85	
Marine Losses	24,273 70	
	$122,277 42	
Rebate	30,899 97	
Taxes	4,790 61	
Re-Insurance	8,082 25	
Return Premiums	419 00	
Expenses, Profit and Loss, etc., less interests	29,630 66	—$197,18
		$ 35,536
Assets :		
Cash on Hand	22,904 11	
Bills Receivable	8,063 93	
Furniture	3,673 95	
Premiums Due	24,066 00	
Stock Notes	354,226 00	—$392,973 44

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. B. BUCKNER, President.
GEO. O. SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 21st day of April, 1868.

PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.
ap23 1m

Postage to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional ; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Letters.		
Africa, west coast, British mail	—	33	4
Argentine Republic via England	—	45	4
via France	—	30	6
Aspinwall	—	10	
Australia, Br. M. via Southampton	—	33	6
do via Marseilles	30	45	8
by private ship from N. Y. or Boston	—	5	2
French mail (S. Austr'a comp'ry)	*30	*60	
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	40	102	
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	—	55	
Austria and its States, Pr. closed mail	—	*20	
do do when prepaid	—	*28	6
do by Brem. or Ham. mail	—	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail	—		*21
Bahamas, by direct steamer from New York	—	5	2
Belgium, French mail	—	*30	
closed mail via. England	—	*27	5
open mail via. London by Am. pkt.	—	21	2
do. do. by British pkt.	—	5	2
Brazil, via England	—	45	4
via France, in Fr. m. from Bordeaux	*30	*65	
By American Packet	—	10	3
Bremen, Prussian closed mail	—	*30	6
do. do. do. when prepaid	—	*28	
do. Bremen mail	—	*10	3
do. Hamburg mail	—	*15	3
do. French mail	*21	*42	
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	—	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles	—	*15	2
Buenos Ayres, via England	—	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60	
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	—	45	8
do. do. Marseilles	—	53	8
Chili	—	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	—	45	6
do. via Marseilles	—	53	8
do. by Br'n or Ham. m.	—		
do. via Trieste	—		
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	
French mail	30	60	2
by mail to San Fran., thence by pr. ship	—	3	
Costa Rica	—	10	2
Cuba	—	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	—	30	3
by Bremen or Hamburg Mail	—	20	2
French Mail	27	54	
E. In's, open m. via Lon. by A. pkt.	—	5	3
Prussian closed mail, via Trieste	—	66	13
(Eng. possess.) Pr. cl. m. via Trieste	—	38	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	40	72	
by Brem. or Ham. m. via Trieste	—	64	
French mail	30	60	
Ecuador	—	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	
Prussian closed mail	—	*28	6
do when prepaid	—	*28	
Brem. or Ham. mail	—	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	—	*30	6
French mail	*21	*42	
Bremen mail	—	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	—	*15	3
Great Britain and Ireland	—	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	—	*10	3
Bremen mail	—	*15	3
Prussian closed mail	—	*30	6
do when prepaid	—	*28	
French mail	*21	*42	
Hanover, Prussian closed mail	—	*30	6
do when prepaid	—	*28	
by Bremen or Hamburg mail	—	*15	3
French mail	*21	*42	
Hayti, via England	—	45	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	—	53	8
do via Southampton	—	45	6
by French mail	30	60	
by Bremen or Hamburg mail	30	53	
Prussian closed mail	33	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	6
Italy, via Bremen or Hamburg mail			
British mail via Marseilles	—	33	8
Martinique, via England	—	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	—	45	6
do via Marseilles	—	53	8
do French mail	30	60	
Mexico	—	10	3
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	—	40	12
do Bremen or Hamburg mail	—	23	4
do French mail	33	66	
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	—	5	2
New Granada, (except Aspinwall and Panama)	—	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama	—	10	2
do Gulf Coast of	—	34	6
Panama	—	18	6
Paraguay, Brit. mail, via England	—	45	4
Peru	—	22	6
Porto Rico, Bri. mail via Havana	—	33	6
Portugal, Brit. mail, via England	—	28	6
Prussia, Prussian closed mail	—	*30	6
do when prepaid	—	*28	
by Bremen or Hamburg mail	—	*15	3
French mail	*21	*42	
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	—	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	—	*29	3
French mail	*27	*54	
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	—	35	10
do. Hamburg or Bremen Mail	—	28	8
do. French mail	30	60	
Sardinian States (Prussian closed mail (if prepaid) 40c.	—	44	11
by French mail	*21	*42	
Bremen or Hamburg mail	—	*15	3
Savoy, District	*15	*30	2
Roman States, Prussian closed mail	—	*28	6
Bremen or Hamburg	—	*15	3
French mail	*27	*54	
Singapore, Br. m. via Southampton	—	45	6
do via Marseilles	—	53	8
French mail	30	60	
Spain, Br. m. by American packet	—	21	6
do. by British pkt.	—	5	2
do. French mail	21	42	
do. by Brem or Ham mail	30	43	
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	—	10	2
do. via Havana	—	34	6
Switzerland, Prus. cl. m. (if prep 33c.)	—	*35	6
French mail	*21	*42	2
by Bremen mail	—	19	3
by Hamburg mail	—	19	3
Venezuela, British mail via Southampton	—	45	4
West Indies, British	—	10	2
not British (except Cuba)	—	34	6

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made :

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$2.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barley	48
Beans white	60
Beans castor	46
Buckwheat	50
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	70
" Meal	50
Hair, plastering	8
Lime, unslacked	80
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	57
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	55
Peas	60
Rye	56
Seed Blue Grass	14
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	44
" Timothy	45

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$548,533 42
Viz—Fire Premiums	$356,272 57	
Marine Premiums	100,166 70	
River Premiums	100,097 15	
		$548,533 42
Less Return Premiums	$ 5,859 75	
Less Unearned Premiums	40,145 00	
		$ 46,004 75
Net Earned Premiums		$502,518 67
Losses Paid :		
Fire Losses	$ 83,267 36	
Marine Losses	164,872 72	
River Losses	94,322 06	
	$342,462 14	
Discount in lieu of Scrip	54,348 55	
Taxes and Internal Revenue	34,741 38	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	32,310 88	
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	27,777 80	
		$491,210 76
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $650,000, viz :

Invested in Real Estate	$ 46,896 11
Invested in Mortgage on Real Estate	79,019 30
Invested in City and other Bonds	82,720 00
Invested in Bank and other Stocks	125,565 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	135,392 00
Loaned on Pledges	16,200 00
Bills Receivable	43,266 86
Premiums in course of Collection	97,362 71
Cash on hand	111,513
	$737,080 00

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES.

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
E. Bragier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mounsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh Macdonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Pretlebe,	John S. Wallis,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
F. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. B. Pothier,
Arnold Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	E. Piaggio,
E. Marquese,	James Gallier,
Chas. Weishaar,	Rudolph Sieg.
H. F. Given.	

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December, 1867.		
On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	68,480 44	
On River Risks	22,789 81	
Total Premiums		$411,286 41
Less : Premiums unearned 31st December, 1867	$115,862 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,977 41
Net earned Premiums		$291,309 00
Losses :—		
On Fire Risks	$ 88,760 62	
On Marine Risks	61,688 16	
On River Risks	19,038 44	
	$169,486 22	
Taxes	11,866 36	
Reinsurance	5,274 81	
Expenses, less interest account	14,160 05	
Interest on Scrips	24,338 00	
		$194,976 24
Profit		$ 97,440 16
The Company have the following assets :		
Bills receivable for Prem'ums	$ 4,794 81	
Notes secured by pledge and mortgage	212,207 00	
Due for premiums in course of collection	80,333 01	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc	183,343 44	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	39,126 00	
Cash on hand	32,777 00	
	$652,638 04	
Less : Depreciation on the above	22,000 00	
Net		$630,772 6
Less : Unearned interest on Scrips	$ 7,099 76	
Interest payable on outstanding Scrips	25,200 00	34,297 76
		$595,564 60

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December, 1867, for which certificates will be issued on and after the second Monday of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS—

George Urquhart,	Chas. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Office—111 Canal street. Jan13 1m and 1y

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required by Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance.

*10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. *15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &c.

1. In the United States and British Mails.—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 6 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. In the United States and French Mails.—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce—double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, vial Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. In the Mails to Prussia, or to Belgium.—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c. Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Routes of Transmission, &c.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit :

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermillionville, the grading of which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch railroad from Vermillionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermillionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermillionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz :

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross-ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The guage to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 56 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessees will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions :

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions :

2. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1889,) to be provided for by the lessee.

3. The semi annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

4. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermillionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

6. The grading, culverts, etc, now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect.

8. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessee.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc, to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O., O and G. W. R R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock m., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to

C. P. LEVERICH,
President Bank of New York.
JOSEPH C. BUTLER,
President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.
CHAS. PARSONS,
Cashier State Savings Asso'n, St. Louis, Mo.
GEO. STURGIS,
President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,
je9 eteastf A. B. SEGER, President.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. F. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President, Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Farmers' Insurance Co. of New Orleans—B. L. Millaudon, President, E. N. Ganucheau, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 125 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Beque, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 112 Canal street—Joseph Allison, President; W P Harper, Sec'y.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President; J. W Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 28 Camp street—Chas. Roman, President; A. Tarleton, Secretary

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R Coleman, President; Chas. Engsfeld, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867 :

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,509 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,002 34	
Premiums on River Risks	107,290 29	
Premiums on Fire Risks	172,207 40	
		$321,509 00
Less Return Premiums	1,609 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 00	
		41,460 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,169 10
Losses paid during same period :		
On Marine Risks	25,350 74	
On River Risks	109,126 94	
On Fire Risks	30,297 46	
	165 665 14	
Re-Insurance	12,947 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	38,796 21	
		$217,760 78
Remaining		62,398 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,881 22
Reserved for Unadjusted Losses		4,607 10
The Company have the following assets :		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		267,000 0
30 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		25,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		60,00 00
80 U. S. 5-20 Bonds of—$500 each		40,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
600 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,000 00	
550 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	22,500 00	
346 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	22,250 00	
300 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	20,000 00	
126 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
90 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,350 00	
		$127,125 00
Cash on hand		51,636 54
Real Estate No. 70 Camp street		50,000 00
Loans on Pledges		62,435 00
Bills Receivable	12,745 00	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 00
Outstanding accounts in course of Collection	70,856 82	
Less Bad and Doubtful	10,311 00	
		60,544 97
Scrips of other Insurance Companys		8,444 00
Total Assets		$878,724 96

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

R. E. Converse,	S. P. Ethell,
Robert Hare,	Jos. H. Isochest,
Jos. Hoy,	J. M. Ludwigsen,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Ragan,	W. M. Perkins.

jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 20d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz		
On Fire Risks	$168,477 46	
On Marine Risks	63,929 94	
On River Risks	85,402 34	
	317,804 71	
Add unterminated risks, of 1866	66,835 00	
		$384,639 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,415 00	
Return premiums for 1867	2,598 04	
		$ 63,014 04
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,625 67
Losses paid during same period, viz		
On Fire Risks	$32,661 12	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	35,622 94	
		108,715 82
Add re-insurances	2,567 75	
Dis. on Prem	48,406 87	
		50,974 62
Re-cases, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and Interest	71,610 00	
Reserved for payment of interest on scrips due in 1868	55,213 10	
		$284,513 54
Net profits		$ 37,161 82
The Company have the following Assets, viz		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167,200 00
One hundred and twenty four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O. O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c		2,00 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc		166,455 00
Loans on Pledge		25,100 00
Loans on Mortgage		63,000 00
Bills Receivable		11,396 34
Premiums due in course of collection		47,183 03
Scrips of other Insurance companies		12,480 00
Uncurrent funds		4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected		13,800 00
Cash on hand		94,974 41
		$767,763 81

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 22d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President,
JOHN G GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS :

Jno. G. Gaines,	B. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Riche,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Biscoe,	J. S. Bres,
J. C. Borelli,	Thos. Sloo,
Theo. A. James.	jan23

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore and aft deck or 2d aft deck, $120 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $105 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

A passage by this line is payable in gold.

From and after the 12th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to
VICTOR PERRILLAT, Agent,
jy21tf No. 127 Common street.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fearle, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President, J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem., L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Cruzat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Ast. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 120 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President, Geo A. Frerot, Cashier.

Davis & Co., No. 54 Camp street

JUDICIAL SALES.

H. C. Millaudon vs L. H. Duquesnay.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No 26,331.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, to wit :

1st, TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situated in the Third District of this city, in the square bounded by St. Anthony, St. John the Baptist Bagatelle and Claiborne streets, designated by the Nos twenty-six and twenty-seven, in square No. 45, as per plan made by L. H. Pilie, late surveyor, and deposited in the year 1844 in the office of F. Percy, late a notary public in this city, said lots measuring, each, American measure, twenty-six feet eight inches front on St. Anthony street, by one hundred and ten feet in depth between parallel lines.

2d. ANOTHER LOT OF GROUND situated in the same square, adjoining the above, and measuring thirty-two feet three or four inches front on St. Anthony street, by one hundred and ten feet deep and front on Claiborne street, American measure which said lot of ground is composed of the whole of lot No. 25 and of a portion of lot No. 24, on said plan by L. H. Pilie, late surveyor, on the 24th September, 1841, deposited in the office of F. Percy, late a notary public in this city, together with all the buildings and improvements thereon, and advantages thereunto or in any wise appertaining.

Said property was acquired by defendant by purchase from Mrs. Ernest Cornu, per act passed before A. E. Bienvenu, notary public in this city, on the 8th May, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

j28 aug5 13 21 29

Citizens' Bank of Louisiana vs. Mrs. Martha Johnson, St. F. Casanave and A. L. Bingaman.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 21,587.—By virtue of a writ of fieri facias directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Geo. W. Avery, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August 1868, at 12 o'clock, m.

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, situate in the Second District of this city, in the square bounded by Esplanade, Burgundy, Barracks and Rampart streets, and measures, in French measure, thirty feet front on Esplanade street, by one hundred feet deep, between parallel lines ; said lot of ground is formed from part of a lot of ground designated by No. Forty, as per plan deposited in the office of Felix de Armas, late a notary public in this city, dated June 6th, 1819.

Being the same property which the defendant A. L. Bingaman acquired by purchase from Mrs. Mary Abreo, widow of the late W. D. Tolliott, by act before Selim Magner, notary public in this city, on the 1st April, 1864.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, on the spot.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

jy29 15 aug29

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 1st day of July, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit :—No. 22,018.—Mrs. E. H. Sandford vs. D. W. C. Sandford—In this case submitted to the Court for determination, the Court considering the admission of indebtedness, the confession of judgment and waiver of all legal delays and of appeal filed by defendant, it is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff Mrs. Elizabeth H. Slaybock, wife of DeWitt Clinton Sandford, and against the defendant, the said DeWitt Clinton Sandford, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved, and that plaintiff have the sole management and administration of her separate property. It is further ordered and adjudged that plaintiff be and she is hereby decreed the owner of the property described in exhibit No. 1 filed herein ; and further that she do have and recover from the defendant the sum of nine thousand eight hundred and ninety-four 70/100 dollars, being the amount of her paraphernal property received by said defendant, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit, with the mortgage and privilege granted by law to married women on all the property of said defendant for the reimbursement of her said paraphernal property.

Judgment rendered and signed July 1st, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

Plaintiff remits the decretal part of the judgment decreeing her to be the owner of the property described in exhibit "1."

(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE, For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.

WM. WOELPER, Clerk.

jy3 3t in 1m

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 27th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No. 20,290—Caroline Seeleman vs. Lazarus Simon, her husband.—On motion of Cotton & Levy, attorneys for plaintiff in this cause, upon submitting to the court due proof in support of her demand, and by reason of the law and evidence being in favor of plaintiff—It is adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 22d instant be now confirmed, that there be judgment herein in favor of plaintiff, Caroline Seeleman, and against defendant, Lazarus Simon, decreeing a separation of property between the said parties, and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them, and that all the furniture enumerated in the list annexed to her petition belonging to the plaintiff, and recognizing the rights in the succession of her deceased uncle, Marx Guttenheim, and further, that the said Magdalene Seeleman, and that said plaintiff do have judgment against said defendant for the sum of twenty-three hundred dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit.

Judgment signed July 2d, 1868.

(Signed) CHS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 13th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

F. A. WOOLFLEY, Clerk.

jy15 41 in 30d

Succession of Bernard Karcher.

SECOND DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS.—No. 32,313.—Whereas, Margaret Borgert, widow of Bernard Karcher, has petitioned the Court for Letters of Administration on the estate of the late Bernard Karcher, deceased, intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

M. O. TRACY, Clerk.

jy28 aul 5

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana—In the matter of Ewell and Coppell, in bankruptcy—No. 261.—A warrant in bankruptcy has been issued by said court against the estate of Ewell and Coppell, of the parish of Avoyelles, and State of Louisiana, in said District, adjudged bankrupts upon the petition of their creditors, and the payment of any debts and the delivery of any property belonging to said bankrupts to them or to their use, and the transfer of any property by them are forbidden by law. A meeting of the creditors of said bankrupts, to prove their debts and choose one or more assignees of their estate, will be held at a Court of Bankruptcy, to be holden at New Orleans in said District, on the 1st day of August A. D. 1868, at 11 o'clock a. m., at the office of J. R. G. Pitkin, one of the registers in bankruptcy of said Court.

[No. 896.]

F. J. HERRON, U. S. Marshal Dist. Louisiana.

je30 aul

CITATION.

To the Heirs of the late Alexandre Lesseps.

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. ——The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. the heirs of the late Alexandre Lesseps.—The heirs of the late Alexandre Lesseps: You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and one hundred dollars and fifty cents, with legal interest, and the costs incurred by the Parish of Plaquemines in conformity with law, to make your plantation, situated in said parish, on the left bank of the river Mississippi, at about ten miles above the Court-house, and measuring twenty-three acres front, and bounded above by the land of Alexandre Lesseps, and below by that of Hippolyte Morau, the following works and repairs, to wit :

1. To build over the Levee of said plantation, a levee of about twenty arpents in length, six feet crown, six feet high.

2. To work and repair the road the entire length of the plantation.

3. To cut out the ditches and make the bridges on the same in good order. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit, by publication of the same in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans, in conformity with law, to put you in default.

Wherefore, you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court in the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

By order of the Court

Witness the Hon. Charles O Dugué, Judge of said court.

Clerk's office, Parish of Plaquemines, April 4th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy8 11 18 25 aul

CITATION.

To Mrs. Virginia Minor, (wife of H. H. Minor.)

THE STATE OF LOUISIANA — PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. 890—The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. Virginia Minor and her Husband Henry H. Minor. Mrs. Virginia Minor and Henry H. Minor : You are hereby informed that the present suit is brought against you, to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and seventy dollars and twelve cents, with legal interest from judicial demand until final payment thereof and of all the costs incurred in said suit, to wit : Recorder's, Clerk's, Sheriff's, Syndic's fees, publication of notice and citation, and all others making part thereof, the said amount having been expended and said costs incurred by the Parish of Plaquemines in conformity with law, to make on your (Mrs. Virginia Minor's) plantation, situate in said parish, on the left bank of the River Mississippi, at about fourteen miles above the Courthouse of this parish, having and measuring fifty-two arpents more or less, front on said river, and being bounded above by the land of Mrs. C. D. Benedict, and below by that of C. A. Thibaut,—the following works and repairs, to wit :

1. To build anew the Levee of said plantation on the turn in the road, about five arpents above the sugar house, running in front and near the sugar-house and quarters, extending down twelve acres, and about five feet high.

2. To repair and strengthen the Batture-Levees on said plantation.

3. To repair the roads on the entire length of said plantation.

4. To cut out the ditches on the whole of said length, and to repair the bridges on the same. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit by publication of the same in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans, in conformity with law, to put you in default.

Wherefore you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

Witness the Honorable Charles O Dugué, Judge of said Court.

Clerk's office, parish of Plaquemines, March 10th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy3 11 18 25 aug1

CONSTABLE'S SALES.

Johanna Markey vs Bernard Scanlon—No. 5191

BY virtue of and in obedience to a writ of fieri facias directed to me, the Constable, Acting Constable, by the Honorable the Third Justice of the Peace in and for the City of New Orleans, and to me transferred, I will proceed to sell at public auction at the Merchants and Auctioneers' Exchange, on Royal street, between Canal and Customhouse streets, at 12 o'clock m., on TUESDAY, the eleventh August, 1868, the following described property, viz :

A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the First District of the city of New Orleans, in the square No. 25, bounded by Perdido, Bertrand and Prieur streets and designated by No. 8 in the above square, as per plan drawn by L. Bringier, Surveyor General, dated April 28th, 1848, and deposited in the office of David L. McCay, late a notary in this city, which lot measures in English measure thirty feet front on Perdido street, by a depth of 110 feet, and forming the corner of Perdido and Prieur streets, between parallel lines. Seized in the above entitled suit, to pay and satisfy the sum of forty-nine dollars, with interest and costs, as per judgment rendered.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes. U. S. Internal Revenue stamps at purchaser's expense.

jy18 5d 3d J. A. MOLAISON, Constable

A. C. Gaspard vs. Mr. and Mrs. Elizabeth.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH of Orleans. No. 5,900.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. John P. Montamat, Third Justice of the Peace, I will proceed to advertise and sell at public auction on SATURDAY, August 1st, 1868, at 12 o'clock m., at No. 55 Bienville street, between Royal and Bourbon streets, the following property, viz.

One lot of FURNITURE and HOUSEHOLD UTENSILS, as per inventory in my office.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes

jy22 & 1 to 4 J. A. MOLAISON, Constable.

Succession of Jean Despaney.

SECOND DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS.—The creditors of the above entitled succession are hereby notified to make the same known, and present an account of their respective claims and the titles by which they are established at the office of A. L. Tissot, Esq. attorney at Customhouse at law, No. 11 Exchange Place, all of which are invited to file [illegible], and the [illegible] rendered [illegible].

BARBARA NERN.

jy2 3t Wid. of Jean Despaney, Natural Tutrix.

TREATMENT —OF— SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDOS,

Druggist, from the Paris University,

Corner Gravier and Burgundy Streets. ap29 1

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, Publishers.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month. net.	2 mos. net.	3 mos. net.	6 mos. net.	12 months net.
One	$12	$20	$28	$40	$70
Two	20	35	50	75	130
Three	28	50	70	105	180
Four	35	62	85	130	220
Five	42	75	100	155	260
Six	48	85	115	180	300
Seven	55	100	130	205	340
Eight	60	110	140	225	375
Nine	65	120	150	240	400
Ten	70	130	160	250	420
Eleven	75	140	170	265	440
Twelve	80	150	180	280	460
Thirteen	85	155	190	295	480
Fourteen	90	160	200	310	500
Fifteen	100	170	210	325	520
Thirty	170	280	400	600	1200

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING :

Squares.	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$5 net.	$8 net.	$11 net	$20 net	$30 net
Two	9	14	19	35	50
Three	12	19	25	48	70
Four	15	24	31	60	90
Five	18	28	37	72	110
Ten	30	50	65	120	200
Fifteen	40	70	90	160	280
Thirty	70	120	160	290	500

PLATFORM

OF THE

Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND.

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment, and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government, the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good; the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crimes committed beyond their jurisdiction.—[Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union under the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury. It has abolished the writ of habeas corpus, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastille.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so-called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and to them all, to such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

Carpet Warehouse,

No. 19.........Chartres Street.........No. 19

A. BROUSSEAU & CO., Importers,

OFFER at low prices—
CARPETING—English and American of all kinds. Floor, Furniture and Enamel Oil Cloths.
MATTING—Canton China, 100 pieces Cocoa.
WINDOW SHADES Table and Piano Covers.
CRUMB CLOTHS—Drugget, Linen and Felt.
CURTAINS—Lace, Reps, Worsted, Damask, etc.
FURNITURE COVERING—Linen and Silk Stripes, etc.
CORNICES Bands, Pins, etc.

Choice Lumber for Counters, &c.

15,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a supply of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING. For sale by ANT. C. McCONNELL.

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORE and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 55 Tivoli Circle, or at A. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

JACOB OTT Entrepreneur,

REPARE les MAGASINS et les MAISONS de résidence.

Fait et répare les cuves.

Les ordres laissés au No 55, Cercle Tivoli, ou chez A. DURAND, coin Toulouse et Chartres, exécutés avec promptitude.